

MEDIAPART

Décoloniser notre imaginaire économique pour penser le revenu universel d'existence ÉDITER

21 AVR. 2020 PAR [GEOFFREY VOLAT](#) BLOG : LE BLOG DE GEOFFREY VOLAT

Le 16 avril 2020, Benoît Hamon rédigeait une tribune dans laquelle il encourageait la mise en œuvre d'un « revenu universel d'existence » pour faire face à la crise due au Covid-19 et préparer « le monde d'après ». Pour ce faire, ce revenu universel d'existence doit rompre fermement avec la doxa néolibérale, ce qui implique une décolonisation de notre imaginaire vis à vis de l'économie.

L'idéologie néolibérale n'a pas d'avenir, ni écologique, ni social.

En réduisant l'économie au marché et au capitalisme, le néolibéralisme joue le jeu de l'idéologie : déformer la réalité pour légitimer un ordre dominant. Dans les pratiques économique de l'économie sociale et solidaire (ESS) se trouvent pourtant les germes d'un projet de société alternatif sur lequel le revenu universel d'existence doit s'appuyer. Car une société qui poursuit un but de croissance économique en se donnant pour règles du jeu la concurrence exacerbée et la philosophie du « *time is money* » n'a pas d'avenir.

Pas d'avenir, écologiquement parlant, puisque cette attitude prédatrice de ressources naturelles provoque depuis plus de 50 ans, un dépassement de la bio-capacité de notre planète, c'est à dire sa capacité à recycler nos déchets et

renouveler les ressources naturelles. Ainsi, comme l'affirmait récemment¹ Aurélien Barrau : « *nous sommes en train de détruire notre capital de départ, c'est à dire notre capacité à vivre dans un monde où l'existence est possible. Ce n'est pas une croissance. Du point de vue physique, c'est à dire du point de vue réel, c'est une décroissance* ».

Pas d'avenir, non plus, socialement parlant. Dans ce contexte néolibéral et capitaliste, la valeur travail ne prime pas sur la valeur du capital. Il devient indécent de continuer à affirmer que le travail permet de vivre décemment, lorsqu'on sait qu'en France, 1 SDF sur 4 est salarié (INSEE 2014). Sous le poids d'un productivisme inhumain, un agriculteur français se suicide toutes les douze heures (*Mutualité sociale agricole, 2019*). Dans ce même contexte néolibéral et capitaliste, nous comptons 5,5 millions de demandeurs d'emploi (Pole Emploi 2019) pour environ 206 000 postes disponibles (Ministère du Travail 2019). L'économie de marché ne permet pas la création d'emplois qui n'entrent pas dans les clous du *time is money* et dans une régulation par *la loi* (sic) de l'offre et de la demande. Pire, les inégalités sociales s'accroissent dans une volonté politique à peine cachée de minimiser les mécaniques de redistribution des richesses. Ainsi, les 10% des français les plus riches possèdent aujourd'hui plus de 45% de la totalité du patrimoine national quand la moitié des ménages la moins bien dotée n'en détient que 8 % (INSEE 2018). Plus invraisemblable encore : les 1% possèdent 24% de la richesse totale du pays (INSEE 2018). Le constat est sans appel : la richesse accumulée par un petit nombre ne circule plus.

Le dogme néolibéral a colonisé nos esprits au point que l'économie soit devenue synonyme de marché ou de capitalisme.

Alors, nous rejoignons le propos de Benoît Hamon : il est plus que jamais temps d'envisager la création d'un revenu universel d'existence. Mais pour ce faire, nous devons absolument construire un nouvel imaginaire à l'égard de l'économie. Le dogme néolibéral a colonisé nos esprits au point que l'économie soit devenue synonyme de marché ou de capitalisme. Quelle réduction ! Et quelle victoire symbolique pour les néolibéraux ! Nous devons réagir et ré-

affirmer la pluralité des formes économiques. Distinguer celles qui asservissent de celles qui libèrent. Distinguer celles qui confrontent de celles qui rassemblent. Distinguer celles qui encouragent l'individualisme et la compétition de celles qui encouragent la solidarité et la coopération. Nous devons engager ce processus de décolonisation !

Dans cette même tribune, Benoît Hamon affirmait : « *Reconnaissons que notre société s'est lourdement trompée en préférant systématiquement les biens aux liens, la valeur économique à la valeur sociale. Qui ne voit pas l'absurdité d'un système qui demande à une infirmière d'être « rentable » en privilégiant les malades les plus « rentables » au nom d'une logique politique et financière qui a transformé l'hôpital de centre de soins en centre de coûts et de profits ?* ». Si ce passage nous semble juste philosophiquement, il nous semble problématique sur le fond. Car ça n'est pas la « valeur économique » qui est ici problématique, mais bien la valeur « marchande ». Benoît Hamon opère ici le réductionnisme assez classique : « économie égal marché ». Or, il nous faut être plus précis. C'est bien l'économie marchande qui est profondément discutable puisqu'elle pose les règles de compétitivité dans un secteur – en l'occurrence la santé – qui devrait être sanctuarisé : *la logique de rentabilité concurrentielle ne peut s'imposer à la santé des humains !* Mais l'économie ne peut pas, ne doit pas être réduite aux mécanismes de marché. Car l'économie, dans son acception globale, se définit comme l'ensemble « *de ce qui concerne la production, la répartition et la consommation des richesses et de l'activité que les hommes vivant en société déploient à cet effet*² ». Réduire l'économie au marché, ce serait donc -comme le souhaitent les néolibéraux- considérer qu'il n'existe pas d'autres formes économiques que la concurrence et la recherche de compétitivité sur un marché (une offre et une demande) concurrentiel pour produire, consommer et distribuer des biens et services. Émancipons nous de cette doxa néolibérale !

Pour ce faire, il nous faut observer de plus proche les pratiques qui tendent à se libérer de cet imaginaire mortifère. Que disent, par exemple, les pratiques de l'économie sociale et solidaire ?

Penser l'économie en dehors du marché avec l'économie sociale et solidaire.

1. Les pratiques de l'ESS affirment que le capitalisme n'est pas acceptable. Comment ? Elles rompent avec l'idée que c'est le capital injecté qui détermine le profit. Dans une coopérative ou une mutuelle, les profits sont majoritairement reversés dans les réserves de l'entreprise et les sociétaires sont majoritairement les salariés. Et contrairement à la logique capitaliste, ce n'est pas le capital injecté qui détermine le pouvoir dans l'entreprise, d'où le fameux adage : « une personne égale une voix ». Les entreprises de l'économie sociale sont donc des entreprises qui rejettent le capitalisme, au bénéfice d'un modèle de fonctionnement plus redistributif, plus juste et plus démocratique. La richesse créée n'est pas accumulée dans les mains de quelques-uns, elle est partagée équitablement et démocratiquement.

2. A travers les associations, les mutuelles, et certaines coopératives, les pratiques de l'ESS rompent avec l'idée d'une monoculture marchande. La mutualisation de certains outils de production, l'engagement bénévole, la coopération inter-structure sont autant de moyens non marchands pour produire des richesses (biens ou services). La proximité relationnelle, la recherche de qualité globale du produit ou du service (processus de production, conditions de travail etc.), la volonté de payer le « prix juste », sont autant de critères alternatifs pour consommer des richesses. Dès lors l'économie est dite plurielle : ce n'est plus le dogme du marché concurrentiel qui prévaut mais la relation, le sens donné à l'activité économique. L'économie revêt une dimension politique de transformation sociale. L'économie redistributive (subventions, cotisations, délibérations etc.), l'économie non monétaire (don, bénévolat, mutualisation, partage de savoirs) viennent élargir le spectre des formes économiques qui régissent le fonctionnement des structures de l'économie sociale et solidaire. Plus encore, certains acteurs de l'ESS questionnent dans ses fondements l'économie marchande. Ce n'est plus la recherche d'une maximisation du profit sur un marché concurrentiel qui guide l'acte économique. Le prix n'est pas « le prix du marché ». Non. L'activité marchande est démocratiquement régulée. On retrouve cette contestation des mécanismes de marché dans les pratiques de commerce équitable. La relation entre un producteur et un consommateur est guidée par des principes

de solidarité, de justice et de respect mutuel. Quand l'économie marchande déshumanise la relation, le commerce équitable redonne du sens à l'acte économique.

En conclusion, si nous voulons nourrir un imaginaire qui rompt avec l'hégémonie de l'idéologie néolibérale, alors nous devons décoloniser notre approche de l'économie. Nous devons distinguer une économie capitaliste d'une économie sociale et solidaire³. Nous devons distinguer une économie marchande d'une économie non marchande. Nous devons distinguer une économie financière d'une économie réelle. Nous devons distinguer une économie monétaire d'une économie non monétaire. Savoir distinguer, c'est savoir mobiliser les formes économiques qui vont dans le sens d'un projet de société plus démocratique, plus équitable, qui rompt avec les catastrophes annoncées par un néolibéralisme mortifère. Dès lors, nous pourrions poursuivre avec encore plus d'audace et de force de conviction le grand projet d'une société démarchandisée qu'est le revenu universel d'existence.

Geoffrey Volat, doctorant en sciences de l'Information et de la communication, Université Clermont Auvergne.

1 A l'occasion du Festival de l'Académie du monde d'après, le 11 avril 2020.

2 Définition donnée par le Trésor de la langue française.

3 Une distinction serait même à opérer au sein de l'ESS, entre économie sociale, économie solidaire et entrepreneuriat social. La focale doit porter sur les pratiques mises en oeuvre davantage que sur le statut.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

L'AUTEUR



GEOFFREY VOLAT (<https://blogs.mediapart.fr/geoffrey-volat>)

Doctorant en sciences de l'information et de la communication
Clermont-Ferrand - FRANCE

1 BILLET / 2 CONTACTS



Vous aussi, **participez dans le Club de Mediapart** à travers votre blog !

En savoir plus

LE BLOG

SUIVI PAR AUCUN ABONNÉ

Le blog de Geoffrey Volat (<https://www.mediapart.fr/geoffrey-volat/blog>)

MOTS-CLÉS

DÉMARCHANDISATION ▪ ECONOMIE ▪ ÉCONOMIE PLURIELLE ▪ ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ▪ REVENU UNIVERSEL D'EXISTENCE
